



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE  
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE GARDANNE

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**Arrêté n° 2026-483-PM**

**OBJET : Prolongation de l'arrêté n°2025-2315-PM - Réglementation du stationnement et de la circulation sur l'avenue Sainte-Victoire et l'avenue de Nice – 13120 Gardanne sur la période du 28 février 2026 au 28 août 2026**

**Le Maire de la Commune de Gardanne,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-4, L. 2125-1 et L. 3111.1 ;

**Vu** le Code Pénal et notamment son article R610-5 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 115-1, L. 141 -10, L. 141-11 et L. 141-12 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment ses articles L. 325-1, R. 411-1 à R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28 et R. 417-4 à R. 417-12 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**Vu** la décision municipale n°2025-70 en date du 28 octobre 2025 concernant la tarification des droits d'occupation du domaine public pour l'année 2025 ;

**Vu** l'arrêté municipal n°2025-2315-PM en date du 31 octobre 2025 relatif à la réglementation du stationnement et de la circulation sur l'avenue Sainte-Victoire et l'avenue de Nice – 13120 Gardanne du 12 novembre 2025 au 28 février 2026 ;

**Vu** la requête du 05 février 2026 par laquelle la société **SERPOLLET-SUD-EST** sollicite l'autorisation de prolonger la demande de stationnement pour des travaux d'enfouissement des réseaux électriques et télécom sur l'avenue Sainte Victoire et l'avenue de Nice – 13120 Gardanne jusqu'au 28 août 2026 ;

**Considérant** que la réalisation des travaux d'enfouissement des réseaux électriques et télécom sur l'avenue Sainte Victoire et l'avenue de Nice – 13120 GARDANNE nécessite de réglementer la circulation et le stationnement pendant la durée des travaux ;

**Considérant** que les travaux sur l'avenue Sainte Victoire et sur l'avenue de Nice sont prolongés jusqu'au 28 août 2026, il est nécessaire de modifier les dates de réglementation du stationnement et de circulation indiquées dans l'arrêté n° 2025-2315-PM en date du 31 octobre 2025 en conséquence ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale de rappeler et de prescrire toutes mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

## A R R Ê T E

### Article 1 :

La société **SERPOLLET-SUD-EST** et ses prestataires sont autorisés à prolonger leur occupation du domaine public du 28 février 2026 au 28 août 2026.

### Article 2 :

Durant la période de travaux, la circulation et le stationnement sont règlementés comme suit :

#### **Sur l'avenue de Nice - du 28 février 2026 au 28 août 2026:**

- Le stationnement est interdit sur le trottoir à partir du n°5 avenue de Nice jusqu'au croisement de l'avenue Sainte Victoire – 13120 GARDANNE ;
- Mise en place d'une circulation alternée diurne et nocturne (par piquet K10 ou par feu), à partir du n°5 avenue de Nice jusqu'au croisement de l'avenue Sainte Victoire, conformément au schéma CF23 ou CF24 des fiches de signalisation temporaire sur voirie urbaine du SETRA et panneaux de limitation à 30 km/h.

#### **Sur l'avenue Sainte Victoire - du 28 février 2026 au 28 août 2026:**

- Le stationnement est interdit 100 mètres de part et d'autre du chantier en progression ;
- La circulation est réglementée de la façon suivante selon la progression du chantier : mise en place d'une circulation alternée diurne et nocturne (par piquet K10 ou par feu), conformément au schéma CF23 ou CF24 des fiches de signalisation temporaire sur voirie urbaine du SETRA et panneaux de limitation à 30 km/h.

### Article 3 :

La société **SERPOLLET-SUD-EST**, exécutant les travaux, est chargée de mettre en place et d'entretenir la signalisation routière conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur. Le balisage sera conforme aux documents du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports concernant la signalisation temporaire du chantier.

Le présent arrêté devra être affiché au moins **deux jours** avant le début des travaux à chaque extrémité du chantier et pendant la durée des travaux.

### Article 4 :

Le stationnement de véhicules contrevenant à l'article 2 du présent arrêté, sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route.

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux de 2<sup>ème</sup> classe et, lorsqu'une contravention aura été dressée, les véhicules en infraction pourront être enlevés et mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L.325-1 et suivants du Code de la Route.

### Article 5 :

La responsabilité de la Commune et celle de l'entreprise sont entièrement dégagées en cas d'accident venant à se produire par suite de la circulation d'un véhicule quelconque ne respectant pas la signalisation en vigueur, et ce quel que soit le motif invoqué par le conducteur ou son commettant, si ce dernier n'a pas respecté les panneaux de signalisations indiquant les travaux et la modification qui s'ensuit.

**Article 6 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur du pôle prévention, sécurité et tranquillité publiques, Madame la Cheffe de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter le présent arrêté et de sa transcription au registre des arrêtés.

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune.

**Fait à Gardanne, le 05 février 2026.**

**Le Maire,**

**Hervé GRANIER**

Pour le Maire et par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Denis BEN BELGACEM



**DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une action en annulation totale ou partielle :

- soit dans les deux mois suivant sa date de publication au recueil des actes administratifs, par recours gracieux adressé à Monsieur le Maire de Gardanne, Hôtel de Ville Cours de la République, 13120 Gardanne,
- soit par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 Rue Jean François Leca 13002 Marseille. Le requérant peut également saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de notification de rejet du recours gracieux, ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par l'Administration saisie du recours, le requérant disposera de deux mois pour introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 Rue Jean François Leca 13002 Marseille.

**Publié le :**

**9 FEV. 2026**